



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



l'Europe
s'engage
sur
le Massif Alpin

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0020570
Bénéficiaire :	20004071500019 GRENOBLE-ALPES METROPOLE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	20004071500019
Raison sociale :	GRENOBLE-ALPES METROPOLE
Adresse :	CS 50053 38031 GRENOBLE CEDEX 1

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
<i>Fonds :</i>	Fonds européen de développement régional
<i>Programme :</i>	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
<i>Codification :</i>	AP03 - Axe prioritaire : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels / OT05 - Objectif thématique : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques / PI05b - Priorité d'investissement : Favoriser des investissements destinés à prendre en compte des risques spécifiques, garantir la résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe / AP03-OT05-PI05b-OS4 - Objectif spécifique : Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Grenoble, Métropole alpine résiliente
<i>Appartenance à un groupe d'opération :</i>	Non

Localisation de l'opération	
<i>Description :</i>	L'ensemble du territoire de Grenoble-Alpes Métropole (49 communes, 450 000 habitants) sera touché par les actions du projet. Les secteurs soumis à un ou des aléas, représentant plus de la moitié de la superficie du territoire et près de la moitié de la population seront plus particulièrement visés par la démarche.
<i>Zone(s) :</i>	
Type	Libellé
Arrondissement INSEE	Grenoble

Appel à projet	
<i>Date limite de remise de dossier</i>	07/12/2018
<i>Référence de l'appel à projet</i>	N° :AP-2018-POIA-OS4 : Etendre et améliorer la gestion intégrée des./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA en consultation écrite du 17 décembre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	17/12/2019	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 28 janvier 2022	Décisionnel	Dématérialisé	28/01/2022	

Description de l'opération
Le territoire de Grenoble-Alpes Métropole regroupe près de 450 000 habitants répartis sur 49 communes. Le territoire de notre collectivité est un territoire alpin diversifié s'étendant du fond des vallées de l'Isère du Drac et de la Romanche jusqu'aux plus hauts sommets des massifs de Belledonne, de la Chartreuse et du Vercors. L'implantation de la métropole au pied de ces trois grands massifs et à la confluence de trois grands cours d'eau en fait un territoire particulièrement exposé aux aléas naturels (tant gravitaires qu'hydrauliques). Les enjeux touchés sont nombreux et la vulnérabilité du territoire est forte : près de la moitié de la population est exposée à au

moins un aléa naturel, plus de 25 000 logements, plus de 20 000 entreprises regroupant plus de 75 000 emplois, des infrastructures et des réseaux sont aussi impactés... Les fonctions métropolitaines de notre agglomération font de la maîtrise des risques sur le territoire un enjeu stratégique à l'échelle régionale et nationale.

Grenoble et sa métropole se sont développées grâce à la maîtrise des risques naturels. Ceux-ci font depuis toujours partie intégrante de l'ADN du territoire (grands endiguements, houille blanche, moyen de protection contre les invasions...). Les risques ont de cette manière été une force dans l'histoire de l'agglomération grenobloise ; mais ils ont été aussi et le sont toujours : une menace. De nombreux événements nous le rappellent : glissement de terrain des ruines de Séchilienne, inondations dramatiques de 1856, 1859 ou 1948, incendie du Néron en 2003, éboulement de Ripaillère en 2011, crues torrentielles du Doménon et des torrents de Belledonne en 2005...

Pour toutes ces raisons, le territoire grenoblois a toujours été précurseur en matière de maîtrise, de prévention des risques, de mise en place de dispositifs réglementaires et de connaissance des aléas (approche classique). Nous sommes aujourd'hui arrivés à une cartographie exhaustive des aléas naturels sur la métropole et à un niveau de compétence des différents acteurs du territoire unique pour une grande métropole française. Cette expérience passée et cette base de connaissances importante obligent aujourd'hui la métropole à aller plus loin, vers une nouvelle approche innovante et intégrée des risques.

Notre territoire est aujourd'hui suffisamment mature en termes de connaissances et de moyens humains et scientifiques pour pouvoir initier une démarche pilote en matière de risques et de résilience. Les conclusions de cette expérimentation doivent pouvoir permettre une montée en compétences collective des territoires alpins sur cette question grâce au partage et à l'appropriation de cette expérience.

La candidature « Grenoble, Métropole alpine résiliente » au POIA-FEDER a pour ambition de répondre à ces problématiques et d'initier une démarche expérimentale et innovante à l'échelle du massif alpin. Le projet de TAGIRN (Territoire Alpin de Gestion Intégrée des Risques Naturels) présente un volet opérationnel porté par la métropole mais aussi un volet recherche et développement porté par des acteurs scientifiques du territoire (projets de Science Décision Action (SDA)). L'objectif de créer une dynamique entre les acteurs du territoire et le monde de la recherche est un axe fort du projet grenoblois.

Ce projet de gestion intégrée des risques sera mené sur une durée de 36 mois jusqu'en 2021. Il fera intervenir, en plus des compétences internes à la métropole (mission risques, service GEMAPI, service agriculture forêt et biodiversité, direction aménagement & urbanisme, services techniques métropolitains, services transports et mobilités, direction de la communication...), des bureaux d'études, des scientifiques, des experts, des architectes, des urbanistes... Différents acteurs du territoire seront aussi amenés à collaborer sur ce projet (services de l'Etat, communes, CAUE, établissements scolaires, associations...).

Les organismes scientifiques partenaires de la démarche sont l'Université Grenoble-Alpes, l'IRSTEA, le CEREMA et l'Institut Mines Telecom. Nous leur avons fait part des problématiques et des axes de travail scientifique dont le territoire a besoin et pour lesquels, ils se sont engagés à répondre à nos préoccupations. L'université Grenoble-Alpes (IGE) et l'IRSTEA déposent chacun un dossier SDA dans cet appel à projet. Les problématiques traitées portent respectivement sur l'aléa torrentiel et l'aléa chute de blocs. Si un nouvel appel à projet devait intervenir, nous avons déjà identifié des problématiques et axes de travail sur lesquels le CEREMA et l'Institut Mines Télécom souhaitent répondre.

Le volet GIRN opérationnel présenté ci-après représente un budget prévisionnel de 1,16 Meuros HT (soit environ 2,5 euros par habitant touché).

Pour toutes les raisons évoquées ci-avant, Grenoble-Alpes Métropole souhaite mettre en œuvre le projet GIRN au bénéfice du territoire grenoblois et plus généralement alpin et de sa population.

Objectifs recherchés :

La candidature de Grenoble-Alpes Métropole au programme d'actions GIRN réponds à l'objectif principal de développer une démarche globale de résilience basée sur une gestion intégrée des risques innovante et expérimentale sur le territoire. De manière plus précise, les grands objectifs de la candidature grenobloise sont : toujours mieux connaître et caractériser l'aléa sur le territoire, développer la résilience et l'adaptation de la métropole afin d'assurer son essor tout en améliorant la sécurité des personnes et la protection des biens, réduire la vulnérabilité des enjeux existants, améliorer la gestion des crises et la sauvegarde des populations, développer la culture du risque sur le territoire, déployer un système de surveillance et d'alerte des crues torrentielles et créer une dynamique entre les acteurs du territoire et le monde scientifique (les objectifs des dossiers SDA portés par les organismes de recherche ont été élaborés et sont partagés conjointement avec la métropole. Ils répondent à des problématiques métropolitaines. Des déclinaisons opérationnelles des projets scientifiques sont inscrites dans les actions GIRN de la Métropole).

Le projet GIRN opérationnel porté par la métropole comprend 6 grands objectifs déclinés en différentes actions :

- Améliorer la connaissance des aléas, leur prévention et leur gestion (connaissance de l'aléa torrentiel et des conséquences des ruptures d'ouvrages de protection, changement climatique et feux de forêts, gestion et protection des forêts de protection, caractérisation des aléas chute de blocs...),

- Mieux connaître et réduire la vulnérabilité du territoire (étude de vulnérabilité des réseaux, définition des zones les plus vulnérables du territoire pour adapter la stratégie de gestion de crise...),
- Développer la résilience du territoire (adaptation et faisabilité du renouvellement urbain et des projets en zone de risques, référentiel normatif de la construction résiliente...),
- Améliorer la gestion des crises, la sauvegarde des populations et développer un système de suivi et d'alerte en temps réel (développement d'une approche de sauvegarde des populations innovante adaptée aux spécificités du territoire, effets dominos et conséquences d'un séisme, instrumentation des torrents et mise en place d'un système d'alerte des populations...),
- Accroître la culture du risque de la population et communiquer sur les risques et les bons réflexes (modélisation 3D pédagogique des risques du territoire, définition d'une stratégie de communication, création de supports (site web, parcours pédagogiques, marquages, balades urbaines...)),
- Devenir un territoire moteur et diffuser l'expérience à l'échelle du massif (permettre aux autres territoires alpins de capitaliser sur l'expérience grenobloise).

Résultats escomptés (cible visée)

La cible est l'ensemble de la population du territoire, soit 450 000 habitants permanents. Les fonctions métropolitaines de Grenoble-Alpes Métropole engendrent un présentiel beaucoup plus important (personnes habitant en dehors du territoire et travaillant sur la métropole (pôles industriels, tertiaires, de recherche...), personnes venant pour les services administratifs, les activités culturelles, récréatives, commerciales...). Ce présentiel est difficile à estimer mais l'influence de l'action GIRN pourra avoir des effets sur ces personnes (pour avoir un ordre de grandeur, le bassin de vie grenoblois regroupe plus de 800 000 habitants). Les personnes de passages pourront aussi bénéficier et être touchées par les actions GIRN (touristes, pendulaires...). A l'instar du présentiel, le nombre de touristes est difficilement estimable sur l'année, mais nous pouvons indiquer qu'il s'effectue 1,2 million de nuitées touristiques sur le territoire métropolitain chaque année. Naturellement, les personnes résidant en zone inondable seront touchées de manière plus importante par le projet GIRN. Cependant, l'ampleur des zones soumises aux aléas (plus de la moitié de la superficie du territoire et environ 50% de la population) implique que tous les jours, l'ensemble de la population est amenée à circuler, travailler, passer du temps, connaître des proches vivant dans des zones exposées, et que donc chaque métropolitain sera largement touché par les actions GIRN. Le projet GIRN aura un très fort impact également sur les acteurs du territoire en les impliquant fortement dans les actions. Une montée en compétence de chacun est à attendre (communes, acteurs économiques, services de l'Etat, architectes, porteurs de projets, notaires, professionnels divers...). Les actions menées dans la GIRN pourront profiter aux organismes scientifiques et permettra de contribuer à leurs recherches (exemple : instrumentation des torrents...). Le caractère pilote et expérimental du territoire permettra aussi aux chercheurs d'analyser les actions menées et d'étudier à l'avenir plus en détail encore notre territoire. Enfin, les actions permettront d'alimenter le travail de la métropole sur ces compétences propres (urbanisme, GEMAPI, voirie, énergie, eau et assainissement...).

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/09/2018	Fin : 31/12/2022
2018 (second semestre 2018) : Notification des premiers marchés (modélisation numérique 3D du risque inondation sur le territoire de Grenoble-Alpes Métropole & Définition d'une stratégie et élaboration d'un plan de communication pour une « culture du risque » sur les risques majeurs et la résilience sur le territoire de Grenoble-Alpes Métropole) + frais de fonctionnement internes (ressources humaines internes...)		
2019 à 2020 : consultation et lancement des marchés + frais de fonctionnement internes (ressources humaines internes...)		
2019 à 2021 : exécution des marchés + frais de fonctionnement internes (ressources humaines internes...)		



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	120 000,00 €
Evénements, promotion, publication			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	364 872,00 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	771 322,00 €
Etudes, évaluation, frais de conseil, expertise technique, juridique, comptable, financier			
Total :			1 256 194,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	628 097,00			
REGION	Auvergne-Rhône-Alpes, chef-lieu Lyon			11,83	148 562,00			
ETAT	Écologie, développement durable et énergie	Prévention des risques		3,55	44 555,00			
ETAT	Services du Premier ministre	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire		9,65	121 270,00			
Total co-financier				75,03	942 484,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				24,97	313 710,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 256 194,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Service POIA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	--------------	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Par courrier électronique en date du 07/04/2021, le bénéficiaire a sollicité la révision de la convention FEDER-POIA du dossier n° PA0020570. Pour rappel, l'opération « Grenoble, métropole alpine résiliente » a débuté en septembre 2018 dans le cadre du programme FEDER - POIA GIRN « gestion intégrée des risques naturels » dans le massif alpin. L'objectif de ce projet consiste à faire de la métropole un territoire pilote en matière de risques naturels et de résilience par l'amélioration des connaissances techniques et scientifiques, l'acculturation de la population et le rapprochement entre acteurs du territoire et monde de la recherche.

Aujourd'hui, cette opération connaît un retard important dans la réalisation des actions prévues au vu d'un contexte défavorable. L'année 2018 a été consacrée au montage du projet et aux premières réflexions sur le lancement des actions initiales comme les actions de communication. En 2019, d'une part le bénéficiaire a particulièrement travaillé sur les partenariats de recherche, de développement et d'innovation, notamment avec le CEREMA qui est un des indicateurs de réussite du projet et les projets SDA partenaires. D'autre part, la partie communication a été initiée avec l'aboutissement d'une stratégie et d'un plan de communication, ainsi que la réalisation d'une vidéo 3D sur les risques inondation.

En raison de la crise sanitaire, du report des élections et de la mise en place du nouvel exécutif au mois d'octobre dernier, l'année 2020 n'a pas permis le lancement des actions dans les délais souhaités. Par ailleurs, dans ce contexte, les finances de la collectivité ont été fortement impactées (baisse des recettes de la fiscalité économique et dépenses supplémentaires liées à la crise), obligeant de prioriser certaines actions.

De plus, le bénéficiaire souhaite valoriser les projets « innovant » et de « recherche & développement » menés avec le CEREMA en les intégrant le plan de financement de l'opération, au titre des dépenses de prestations externes de service. En effet, ces 2 marchés passés avec le CEREMA sont déjà identifiés comme indicateurs de réussite dans l'opération. Ces actions engagées début 2020, avancent bien et donnent des résultats positifs dans un travail volontairement partenarial avec de nombreux acteurs du territoire.

Compte tenu ces évolutions, le dossier est reprogrammé à la baisse avec un coût de l'opération qui passe de 1 354 212,00 € TTC à 1 256 194,00 € TTC, soit un total minoré de 98 018,00 €. En effet, une partie des actions est reportée sur la programmation FEDER/Massif alpin 2021/202 mais le plan de financement inclut désormais les dépenses liées au marché innovant et au marché de Recherche & Développement contractés avec le CEREMA.

Concernant les dépenses, le plan de financement est modifié de la manière suivante :
Les dépenses de personnel augmentent de 202 212,00 € à 364 872,00 €,
Les dépenses de prestations externes de service baissent de 882 000,00 € à 771 322,00 €,
Les dépenses de communication baissent de 270 000,00 € à 120 000,00 €.

Concernant les ressources, le plan de financement est modifié de la manière suivante :
Le financement de l'Etat (FNADT-CIMA) baisse de 182 207,00 € à 121 270,00 €,
Un financement de l'Etat (Fonds Barnier-PAPI) est intégré à hauteur de 44 555,00 €,
Le financement de la région Auvergne Rhône-Alpes est maintenu à hauteur de 148 562,00 €,
Le financement de l'Union européenne baisse de 677 106,00 € à 628 097,00 €,
L'autofinancement du bénéficiaire baisse de 346 337,00 € à 313 710,00 €.

Le calendrier de l'opération conventionné et modifié, en y incluant les 6 mois de report automatique (arrêté du président du 19/05/2020) lié à la crise sanitaire, est actualisé de la manière suivante :

- décalage de la date de fin d'exécution de l'opération du 28/02/2022 au 31/12/2022
- décalage de la date de fin d'éligibilité financière de l'opération du 31/08/2022 au 31/03/2023
- date de présentation de la première demande d'acompte au plus tard le 30/06/2021
- date de présentation de la deuxième demande d'acompte au plus tard le 31/03/2022
- décalage de la date de présentation de la demande de solde au plus tard du 30/11/2022 au 30/04/2023.

Compte tenu des évolutions du projet, les valeurs des indicateurs sont modifiées de la manière suivante :

IR7- Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus : augmentation de la valeur de 3 à 4.

IR8- Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes : augmentation de la valeur de 2 à 3

IR9- Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels : maintien de la valeur à 1

Concernant le marché innovant (n° 2020-222 / AE signé le 12/03/2020 pour un montant de 91 228,80 € TTC) et le marché de Recherche & Développement (n° 2020-223 AE signé le 13/03/2020 pour un montant de 110 093,40 € TTC) contractés avec le CEREMA, le service instructeur a saisi le service d'appui à la gestion européenne (SAGE) qui, par mail en date du 10/12/2021, a confirmé leur régularité au regard des règles liées à la commande publique, au vu des premières pièces transmises. Un contrôle exhaustif des pièces de ces marchés et de leur exécution sera réalisé lors la phase de certification des dépenses.

Avis favorable du service instructeur pour la bonne mise en œuvre de l'opération.